

**SENAT DE BELGIQUE**


---

 SESSION DE 1979-1980
 

---

26 MARS 1980

---

**Projet de loi spéciale des Régions  
et des Communautés**


---

 AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR MM. de BRUYNE ET VANDEZANDE
 

---

ART. 55bis (nouveau)

Insérer un article 55bis (nouveau), libellé comme suit :

L'article 2 de la loi du 21 juillet 1971 relative à la compétence et au fonctionnement des Conseils culturels pour la Communauté culturelle française et pour la Communauté culturelle néerlandaise est remplacé par les dispositions suivantes :

Article 2. Les matières culturelles visées à l'article 59bis § 2, 1°, de la Constitution, sont :

1° L'orthographe, l'illustration et la promotion de la langue, y compris la conclusion d'accords internationaux y relatifs.

La sauvegarde de la pureté de la langue ainsi que la réglementation de l'emploi de la langue parlée et de la langue écrite dans les services publics.

La langue dont il doit être fait usage dans les propriétés de l'autorité publique.

2° La politique universitaire et les institutions universitaires.

La politique scientifique, sous réserve des mesures transitoires à prendre par la loi et des institutions publiques, des

**R. A 11584**

Voir :

Documents du Sénat :

261 (S.E. 1979) :

N° 1 : Projet de loi.

N° 2 : Rapport.

N° 3 à 42 : Amendements.

**BELGISCHE SENAAAT**


---

 ZITTING 1979-1980
 

---

26 MAART 1980

---

**Ontwerp van bijzondere Gewest- en  
Gemeenschapswet**


---

 AMENDEMENTEN  
VAN DE HEREN de BRUYNE EN VANDEZANDE
 

---

ART. 55bis (nieuw)

Een artikel 55bis (nieuw) in te voegen, luidende :

Artikel 2 van de wet van 21 juli 1971 betreffende de bevoegdheid en de werking van de Cultuurraden voor de Nederlandse Cultuurgemeenschap en voor de Franse Cultuurgemeenschap, wordt door de volgende bepalingen vervangen :

Artikel 2. De culturele aangelegenheden, bedoeld en artikel 59bis, § 2, 1°, van de Grondwet zijn de volgende :

1° De spelling, de luister en promotie van de taal, inbegrepen het afsluiten van de internationale akkoorden die er betrekking op hebben.

De bescherming van de zuiverheid van de taal, alsook de reglementering van de spreek- en schrijftaal in overheidsdiensten.

Het taalgebruik op eigendommen van de openbare overheid.

2° Het universitair beleid en de universitaire instellingen.

Het wetenschapsbeleid behoudens de bij de wet te treffen overgangsmaatregelen en behoudens de openbare instellingen,

**R. A 11584**

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :

261 (B.Z. 1979) :

N° 1 : Ontwerp van wet.

N° 2 : Verslag.

N° 3 tot 42 : Amendementen.

institutions privées, des centres et initiatives reconnus par la loi ou en vertu d'une loi comme étant d'intérêt commun pour les deux communautés culturelles et pour autant que leur statut soit défini à cet égard.

3° La promotion des beaux-arts, y compris le théâtre et les manifestations cinématographiques, quel que soit le ministère dont relève actuellement cette compétence.

Les allocations sociales, les prix et encouragements en faveur des artistes.

Le statut des artistes professionnels.

L'enseignement et la formation artistiques.

La promotion des beaux-arts à l'étranger, y compris l'information, la documentation et l'expansion culturelle et les manifestations, prix ou encouragements y relatifs.

Toutes les institutions officielles ou subventionnées ayant pour tâche la promotion des arts, sauf les institutions situées à Bruxelles-Capitale qui s'adressent aux deux communautés et qui sont reconnues comme telles, sans préjudice du fait que les initiatives bicommunautaires sont à charge, en tout ou en partie, des communes, dans les conditions prévues par la loi.

4° Outre leur responsabilité commune à Bruxelles-Capitale, la protection du patrimoine culturel, y compris celle des monuments et des sites, la promotion de l'intégrité et du caractère culturel des voies urbaines, la restauration des monuments et bâtiments, les fouilles et l'archéologie industrielle.

Sans préjudice de ce qui est prévu au 3° en ce qui concerne les institutions officiellement subventionnées de Bruxelles-Capitale, les musées et autres institutions scientifiques.

5° A part la Bibliothèque royale, qui est au service des deux communautés, les bibliothèques, discothèques, médiathèques et toutes institutions d'enregistrement et de large diffusion d'œuvres artistiques, littéraires ou scientifiques.

La formation et l'initiation du personnel nécessaire à ces activités.

6° La politique des moyens de communication :

a) la presse écrite;

b) la radio et la télévision, à l'exception des communications gouvernementales.

Le produit des redevances de radiotélévision est réparti entre les Instituts de la RTBF et de la BRT sur la base du chiffre de la population des deux communautés.

7° La politique de la jeunesse, quels que soient les ministères ou les institutions publiques auxquels elle ressortit actuellement.

private instellingen, centra en initiatieven die bij wet of krachtens een wet als zijnde gemeenschappelijk voor beide cultuurgemeenschappen worden erkend en voor zover hun statuut in dit opzicht wordt bepaald.

3° De promotie van de kunsten, met inbegrip van toneel en alle filmaangelegenheden, ongeacht het ministerie onder hetwelke deze bevoegdheid thans ressorteert.

De aan kunstenaars toe te kennen sociale tegemoetkomingen, prijzen en aanmoedigingen.

Het statuut van de beroepskunstenaar.

Het kunstonderwijs en de kunstzinnige vorming.

De promotie van de kunsten in het buitenland, inbegrepen de informatie, documentatie en culturele expansie aldaar en de manifestaties, prijzen of aanmoedigingen die er betrekking op hebben.

Alle officiële of gesubsidieerde instellingen tot promotie van de kunsten, behoudens de instellingen in Brussel-Hoofdstad die zich tot beide cultuurgemeenschappen richten en als dusdanig erkend worden, onverminderd de tweetalige initiatieven geheel of ten dele ten laste van de gemeenten, zulks te bepalen bij wet.

4° Behoudens hun gemeenschappelijke verantwoordelijkheid in Brussel-Hoofdstad, de bescherming van het cultureel patrimonium, met inbegrip van de bescherming van gebouwen en landschappen, de bevordering van de gaafheid en het cultureel karakter van het straatbeeld, de restauratie van monumenten en gebouwen, de opgravingen en de industriële archeologie.

Behoudens wat bepaald wordt in 3° voor officieel gesubsidieerde instellingen in Brussel-Hoofdstad, de musea en andere wetenschappelijke instellingen.

5° Behoudens de Koninklijke Bibliotheek ten dienste van beide gemeenschappen, de bibliotheken, de discotheken, de mediatheken en alle instellingen tot registratie en popularisering van kunsten, letteren en wetenschappen.

De vorming en bekwaamheid van het hiervoor nodige personeel.

6° Het mediabeleid :

a) de geschreven pers;

b) radio en televisie, het uitzenden van regeringsmededelingen uitgezonderd.

De opbrengst van de kijk- en luistergelden wordt aan de respectieve instituten BRT en RTBF toegekend op basis van het bevolkingscriterium van beide volksgemeenschappen.

7° Het jeugd beleid, ongeacht de ministeries of openbare instellingen waaronder het momenteel ressorteert.

Le subventionnement des institutions et associations qui s'occupent de la formation et des loisirs de la jeunesse et des jeunes ainsi que de la formation, du recyclage et de la réadaptation professionnelle des jeunes chômeurs.

Tous les équipements postscolaires et parascolaires.

8° L'animation culturelle et la promotion culturelle des jeunes et des adultes.

9° L'éducation physique, les sports et la vie en plein air, y compris le camping et le caravaning.

La politique en matière de sports comprend tant le sport « amateur » que le sport « professionnel ».

Les terrains de jeux, les centres sportifs et les auberges de jeunesse.

10° Les loisirs.

Le tourisme, y compris la formation, l'information, les publications, la collaboration et la publicité touristiques en Belgique et à l'étranger, les travaux généraux d'infrastructure touristique inclus.

L'aménagement, à des fins récréatives, des forêts, des zones vertes, des parcs naturels et des réserves naturelles.

11° La formation didactique et pédagogique et le perfectionnement, la réadaptation et la reconversion professionnels, y compris les cours et séminaires, les concours, les expositions et manifestations *ad hoc* pour tous les travailleurs des secteurs public et privé, pour les indépendants, les agriculteurs et les chômeurs, quel que soit le ministère ou l'institution publique dont relève cette compétence.

La promotion sociale par l'octroi de crédits d'heures et l'organisation de la formation professionnelle grâce à des cours, des informations, des expositions et des voyages, quels que soient les ministères dont relève actuellement cette compétence.

La promotion des métiers d'art et la formation extra-scolaire à ces métiers.

12° Les travaux d'infrastructure requis pour l'exercice des compétences énumérées aux points 1 à 11 du présent article. »

#### Justification

L'article que nous proposons d'insérer vise à améliorer et à compléter l'énumération et la définition des compétences qui appartiennent dès à présent aux Conseils culturels respectifs.

(au 1°)

Même l'application la plus restreinte de l'autonomie culturelle implique les compétences les plus larges en matière de langue et d'utilisation officielle de celle-ci. Nous renvoyons en outre au décret du 12 juillet 1978 sur la défense de la langue française, adopté par le Conseil culturel de la Communauté culturelle française.

(au 2°)

Il est évident que la politique universitaire et la recherche scientifique sont des matières culturelles. La science est l'une des formes les plus hautes de la culture.

De subsidiëring van instellingen en verenigingen tot vorming en vrijetijdsbesteding van jeugd en jongeren en tot scholing, bijscholing en herscholing van jonge werklozen.

Alle post- en parascolaire voorzieningen.

8° De culturele animatie en culturele promotie voor jongeren en volwassenen.

9° Lichamelijke opvoeding, sport en openluchtlevens, inbegrepen camping en caravaning.

Het sportbeleid omvat zowel de amateuristische als de professionele sportbeoefening.

De speelpleinen, sportcentra en jeugdherbergen.

10° De vrijetijdsbesteding.

Het toerisme met inbegrip van de toeristische opleiding, informatie, publicaties, samenwerking en propaganda en zulks in binnen- en buitenland, de algemene toeristische infrastructuurwerken inbegrepen.

De zorg voor de recreatieve inrichting van het bosbestand, de groene ruimten en de natuurparken en natuurreservaten.

11° De didactische en pedagogische vorming en de professionele bijscholing, herscholing of omscholing, met inbegrip van cursussen en seminaries, prijskampen, tentoonstellingen en manifestaties *ad hoc* voor alle werknemers in openbare dienst of in particuliere dienst, voor zelfstandigen en landbouwers en voor werklozen, ongeacht het ministerie of de openbare instelling tot dewelke deze bevoegdheid behoort.

De sociale promotie door het verlenen van uurkredieten en de organisatie van beroepsopleiding door cursussen, voorlichting, tentoonstellingen en reizen, ongeacht de ministeries tot dewelke thans deze bevoegdheid behoort.

De promotie van de kunstambachten en de buitenschoolse vorming ertoe.

12° De infrastructuurwerken vereist voor het uitoefenen van de bevoegdheden opgesomd in de punten 1 tot en met 11 van dit artikel. »

#### Verantwoording

Dit in te voegen artikel beoogt een betere en vollediger opsomming en omschrijving van de bevoegdheden die nu reeds toebehoren aan de respectieve Cultuurraden.

(bij 1°)

Zelfs de meest beperkte toepassing van de culturele autonomie houdt de meest ruime bevoegdheid in wat betreft de bevoegdheid voor taal en officieel taalgebruik. Tevens verwijzen wij naar het decreet van 12 juli 1978 over de verdediging van de Franse taal, uitgevaardigd in de Cultuurraad voor de Franse Cultuurgemeenschap.

(bij 2°)

Het is evident dat het universitair beleid en de wetenschapsbeoefening culturele aangelegenheden zijn. De wetenschap vormt één van de hoogste expressies van een cultuur.

D'autre part, la coopération entre les Communautés est tout indiquée dans un certain nombre de domaines.

(au 3°)

Il semble superflu de mentionner de manière explicite et séparément le théâtre et le cinéma, mais il convient de respecter l'intention du législateur de 1971.

La promotion des beaux-arts et l'information, la documentation et le rayonnement culturel en général à l'étranger n'ont pas toujours fait l'objet d'une convention internationale. Ils peuvent être assurés de manière directe ou en collaboration avec une institution privée du pays étranger et ne constituent donc pas nécessairement des « relations culturelles avec l'étranger », expression qui sert à désigner les relations auxquelles sont associées des instances publiques du pays étranger.

Il existe à Bruxelles des institutions nationales et subventionnées chargées de la promotion des beaux-arts qui sont communes aux communautés culturelles néerlandaise et française. Il sera probablement possible d'en créer de nouvelles.

Comme la compétence des communautés culturelles en matière de promotion des beaux-arts est une compétence exclusive, ces institutions situées à Bruxelles-Capitale doivent relever de la compétence des deux communautés.

En ce qui concerne les modalités de gestion de ces institutions nationales et d'allocation de crédits à celles-ci, il est possible de prévoir des mesures exceptionnelles et transitoires (cf. les institutions scientifiques).

La subvention aux institutions privées est fixée par chaque communauté en fonction des services que celles-ci lui rendent, à son avis.

Pour les institutions communales communes, il y a lieu de légiférer.

(au 4°)

Le texte que nous proposons concrétise la notion de « patrimoine culturel », en conformité avec les décrets et les débats des Conseils culturels.

Il ajoute cette précision que la protection de ce patrimoine à Bruxelles-Capitale est mise à la charge des deux Communautés dans la mesure où elle n'incombe pas aux communes.

(au 5°)

Le terme « services similaires », qui figure dans la loi du 21 juillet 1971 et qui restait vague, sera ainsi précisé, de telle sorte qu'il englobera toutes les autres reproductions mécaniques d'œuvres d'art, et aussi les collections en Braille et les livres parlés à l'intention des handicapés de la vue.

(au 6°)

Le contenu de ce 6° est suffisamment clair.

(au 7°)

Notre texte définit la politique de la jeunesse avec plus de précision que la loi du 21 juillet 1971. Les activités parascolaires et post-scolaires ont normalement leur place dans cette rubrique.

(au 8°)

Le terme de « promotion culturelle » couvre les matières prévues par la loi de 1963 sur la promotion culturelle.

(au 9°)

Notre texte explicite davantage l'objectif du législateur de 1971.

Anderzijds is er op een aantal gebieden samenwerking onder de gemeenschappen aangewezen.

(bij 3°)

Het lijkt overbodig toneel en film expliciet en afzonderlijk te vermelden, maar het is aangewezen de bedoeling van de wetgever van 1971 te eerbiedigen.

De promotie van de kunsten en de informatie, documentatie en culturele uitstraling over het algemeen in het buitenland is niet steeds het voorwerp van een overeenkomst met een ander land. Zij kan rechtstreeks gebeuren of in samenwerking met een particuliere instelling in het andere land en valt dus niet noodzakelijk onder de vermelding « buitenlandse culturele betrekkingen » bedoeld voor betrekkingen waar overheidsinstanties van het vreemd land bij te pas komen.

Er bestaan te Brussel rijks- en gesubsidieerde instellingen tot promotie van de kunsten, die gemeenschappelijk zijn voor de Nederlandstalige en voor de Franstalige cultuurgemeenschappen. Nieuwe kunnen wellicht worden opgericht.

Daar de bevoegdheid van de cultuurgemeenschappen tot promotie van de kunsten een exclusieve bevoegdheid is, moeten deze instellingen van Brussel-Hoofdstad onder de bevoegdheid van beide gemeenschappen ressorteren.

Wat de modaliteiten van beheer en kredietering van rijksinstellingen betreft, kunnen uitzonderings- en overgangsmaatregelen genomen worden (cf. de wetenschappelijke instellingen).

De subsidiëring van de particuliere instellingen wordt door iedere gemeenschap bepaald in functie van de diensten die zij haar naar haar oordeel bewijst.

Voor de gemeenschappelijke gemeentelijke instellingen dient een wettelijke regeling getroffen.

(bij 4°)

Deze tekst expliciteert het begrip « cultureel patrimonium », zoals dit blijkt uit de decreten en de handelingen van de Cultuurraden.

Tevens wordt bepaald dat de bescherming ervan in Brussel-Hoofdstad ten laste valt van beide gemeenschappen voor zoverre deze niet ten laste valt van de gemeenten.

(bij 5°)

De vage term « soortgelijke instellingen » in de wet van 21 juli 1971 wordt duidelijk omschreven, zodanig dat hij ook alle andere mechanische reproducties van kunstwerk omvat en tevens de in Braille-schrift gestelde verzamelingen en de gesproken boeken voor gezichtsgehandicapten.

(bij 6°)

De inhoud van dit artikel is duidelijk.

(bij 7°)

In deze tekst wordt het jeugdbeleid nauwkeuriger omschreven dan in de wet van 21 juli 1971. De para- en post-scolaire activiteiten moeten normaal hun plaats vinden in deze rubriek.

(bij 8°)

In de term « culturele promotie » zijn de materies vervat van de wet op de culturele promotie van 1963.

(bij 9°)

In deze tekst wordt de bedoeling van de wetgever van 1971 nauwkeuriger geëxpliciteerd.

(au 10°)

Comme le législateur de 1971 a expressément inscrit cette compétence dans la loi à côté des bibliothèques et discothèques, de la radiodiffusion et de la télévision, de la politique de la jeunesse, de l'éducation permanente, des sports et de la vie en plein air, son intention ne peut avoir été que de ranger parmi les compétences des Conseils culturels toutes les interventions possibles de l'Etat dans d'autres matières ayant trait aux loisirs et non reprises dans cette énumération.

Le tourisme est assurément l'une des formes les plus importantes des loisirs et de l'éducation populaire. Il doit par conséquent relever de la compétence des Conseils culturels, sauf pour ce qui est des aspects concernant l'aménagement du territoire.

(au 11°)

L'intention du législateur a été assurément de faire entrer toutes les initiatives extra-scolaires de promotion sociale dans le champ d'application de la loi du 21 juillet 1971. La justification trop vague du 8° de la loi du 21 juillet 1971 a créé une certaine confusion à ce sujet. Les crédits d'heures pour la promotion des travailleurs étaient initialement prévus aux dotations culturelles.

(au 12°)

Il est évident que les Conseils culturels sont pleinement responsables des travaux d'infrastructure requis pour l'exercice de leurs compétences.

#### ART. 55ter (nouveau)

Insérer un article 55ter (nouveau), libellé comme suit :

1° Sont également de la compétence des Conseils culturels les matières suivantes, y compris les interventions financières des pouvoirs publics et la fixation des normes :

a) Les soins de santé, tant hospitaliers qu'ambulatoires, à l'exception de la fixation de normes de protection de la population contre les épidémies et les abus en matière de consommation, de la réglementation générale des médicaments et de la réglementation professionnelle générale des professions médicales;

b) L'organisation hospitalière, les maternités, les maisons de repos, les internats du Fonds médico-pédagogique, les établissements psychiatriques et les établissements de soins à domicile;

c) Tous les services et activités relatifs à la médecine préventive.

2° Sont également de la compétence des Conseils culturels les matières suivantes, y compris les interventions financières de l'Etat et la fixation des normes :

a) La politique familiale et toutes les institutions et formes d'aide matérielle, sociale, psychologique, morale et éducative aux personnes et aux familles, y compris les services ainsi que les consultations et informations qui s'y rattachent.

b) L'infrastructure et les consultations pour femmes enceintes ainsi que les consultations de nourrissons et d'enfants de 3 à 5 ans et toutes les institutions préscolaires;

c) Les bureaux de consultations prém matrimoniales, matrimoniales et familiales;

d) L'assistance aux détenus et à leur famille, ainsi que l'action post-pénitentiaire qui s'y rattache;

(bij 10°)

Daar de wetgever in 1971 deze bevoegdheid uitdrukkelijk vermeldt naast de bibliotheken en discotheken, de radio en televisie, het jeugd-beleid, de permanente opvoeding, sport en openluchtlevens, kan het alleen zijn bedoeling geweest zijn alle mogelijke overheidstussenkomsten in andere aangelegenheden van vrijetijdsbesteding die in deze termen niet vervat zijn tot de bevoegdheid van de Cultuurraden te verklaren.

Het toerisme is ongetwijfeld één van de belangrijkste vormen van vrijetijdsbesteding en volksoopvoeding. Het moet bijgevolg onder de Cultuurraden ressorteren, behalve voor de aspecten van ruimtelijke ordening.

(bij 11°)

Het was ongetwijfeld de bedoeling van de wetgever alle niet-schoolse initiatieven van sociale promotie in de toepassingsfeer van de wet van 21 juli 1971 op te nemen. Door de te vage verantwoording van punt 8° in de wet van 21 juli 1971 is er desaan gaande verwarring ontstaan. De uurkredieten tot promotie van werknemers waren aanvankelijk op de culturele dotaties ingeschreven.

(bij 12°)

Het is evident dat de Cultuurraden volledig verantwoordelijk zijn voor de infrastructuurwerken nodig voor de uitoefening van hun bevoegdheden.

#### ART. 55ter (nieuw)

Een artikel 55ter (nieuw) in te voegen, luidende :

1° De Cultuurraden zijn tevens bevoegd voor de volgende aangelegenheden, inbegrepen de financiële tussenkomsten van de overheid en de normstelling :

a) De gezondheidszorg, zowel de intra- als de extramurale zorg, behalve de normstelling tot bescherming van de bevolking tegen epidemieën en consumptiemisbruiken, de algemene reglementering op de geneesmiddelen en de algemene professionele regelingen van de medische beroepen;

b) Het ziekenhuiswezen, de kraaminrichtingen, de rusthuizen, de internaten van het Medisch-Pedagogisch Fonds, de psychiatrische instellingen en de instellingen voor thuisgezondheidszorg.

c) Alle activiteiten en diensten op het vlak van de preventieve gezondheidszorg.

2° De Cultuurraden zijn tevens bevoegd voor de volgende aangelegenheden, inbegrepen de financiële tussenkomsten van de overheid en de normstelling :

a) Het gezinsbeleid en alle instellingen en vormen van materiële, sociale, psychologische, morele en opvoedende bijstand aan personen en gezinnen, met inbegrip van de diensten en de consultatie en informatie hiertoe strekkende :

b) De voorzieningen en consultaties bij zwangerschap evenals de consultaties voor zuigelingen en peuters en alle voorschoolse instellingen;

c) De prematrimoniales, matrimoniales en gezinsconsultatiebureaus;

d) De bijstand aan gedetineerden en hun gezin evenals de desbetreffende nazorg;

e) La politique du troisième âge, y compris la planification, l'infrastructure et l'indemnité de séjour dans les maisons pour personnes âgées.

3° Est également de la compétence des Conseils culturels la politique en matière d'aide sociale, y compris les interventions des pouvoirs publics et la fixation des normes.

4° Est également de la compétence des Conseils culturels la politique concernant les handicapés et les institutions et services concernés par celle-ci, y compris les interventions financières des pouvoirs publics et la fixation des normes.

5° Est également de la compétence des Conseils culturels la politique d'accueil et d'intégration des immigrants.

6° Est également de la compétence des Conseils culturels la protection de la jeunesse, y compris les homes et les établissements, la formation du personnel, l'information et l'encadrement des parents adoptifs, le recrutement des délégués permanents à la protection de la jeunesse et les conditions d'admission (arrêté royal de 1968).

Sont également de la compétence des Conseils culturels les interventions financières et la fixation des normes dans ce domaine. »

*Justification*

(au 1°)

Notre texte est assez clair en lui-même. Il suffit de préciser que nous entendons par « abus de consommation » les mesures contre la drogue et celles contre les pratiques frauduleuses.

(au 2°)

Il va de soi que ces compétences font partie de la « culture » au sens large.

(aux n° 3°, 4°, 5° et 6°)

Voir la justification de notre amendement au 2°.

e) Het bejaardenbeleid, inbegrepen de planning en de infrastructuur en de verblijfsvergoeding in bejaardeninstellingen.

3° De Cultuurraden zijn tevens bevoegd voor het beleid inzake maatschappelijk welzijn, inbegrepen de financiële tussenkomsten van de overheid en de normstelling.

4° De Cultuurraden zijn tevens bevoegd voor het beleid inzake minder-validen en voor alle instellingen en diensten hiertoe strekkende, inbegrepen de financiële tussenkomsten van de overheid en de normstelling.

5° De Cultuurraden zijn tevens bevoegd voor het beleid inzake onthaal en integratie van de immigranten.

6° De Cultuurraden zijn tevens bevoegd voor de jeugdbescherming, inbegrepen de tehuizen en instellingen, de opleiding van hun personeel en de informatie en begeleiding van pleegouders, de werving van de vaste afgevaardigden bij de jeugdbescherming en de toelatingsvoorwaarden (koninklijk besluit van 1968).

De financiële tussenkomsten en de normstelling op dit terrein behoren eveneens tot de bevoegdheid van de Cultuurraden. »

*Verantwoording*

(bij 1°)

De tekst is duidelijk op zichzelf. Enkel moet verduidelijkt worden dat wij onder consumptiemisbruiken verstaan : antidrugmaatregelen en maatregelen tegen bedrieglijke praktijken.

(bij 2°)

Het is vanzelfsprekend dat deze bevoegdheden tot het ruime begrip « cultuur » behoren.

(bij nrs. 3°, 4°, 5° en 6°)

Zie verantwoording bij het nr. 2°.

H. de BRUYNE.

R. VANDEZANDE.